

PREFECTURE DE VAUCLUSE

Direc^{tion} départementale interministérielle
de la Protection des populations
Servic^e Prévention des risques techniques
Unité Prévention des risques industriels
Affa^{ires} suivie par Isabelle ABBATE
Tél : 04 88 17 82 62
Téléc^{opie} : 04 90 16 47 08
isabelle.abbate@vaucluse.pref.gouv.fr

ARRÊTÉ

Portant mise en demeure

de la Société VALABREGUE, sise à BOLLENE, de respecter les dispositions de l'arrêté
préfectoral complémentaire du 22 juin 2004

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

Vu le code de l'environnement, Titre I Livre V relatif aux Installations Classées pour la
Protection de l'Environnement, et notamment son article L. 514-1 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les
administrations ;

Vu le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et
les usagers ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 juin 2004 prescrivant à la Société VALABREGUE
des mesures propres à limiter l'impact sur l'environnement de ses installations situées à Bollène ;

Vu l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 28 février 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral de consignation en date du 17 août 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SI 2009-11-24-0030-PREF du 24 novembre 2009 donnant délégation de
signature à Madame Agnès PINAULT, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 12 mars 2009 ;

Considérant que l'inobservation par la Société VALABREGUE des prescriptions de l'arrêté du
22 juin 2004 précité est de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article
L. 511 - 1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre fin à cette situation d'infraction et de contraindre une
nouvelle fois l'exploitant à satisfaire aux exigences des dispositions réglementaires susvisées ;

Sur proposition de Madame la directrice départementale de la protection des populations ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} :

La Société VALABREGUE qui exploite une usine de fabrication de produits réfractaires dans son établissement de BOLLENE, Avenue Emilie LACHAUX est mise en demeure de respecter dans un **délai de deux mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des points 2 et 3 de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 juin 2004.

A cet effet, l'exploitant est tenu de mettre en place les installations de traitement des fumées et l'appareil de suivi de la teneur en poussières des effluents gazeux présents sur le site.

ARTICLE 2 :

L'exploitant est tenu de faire réaliser, dans un **délai de deux mois** à compter de la fin de la réalisation des travaux prévus à l'article 1^{er} ci-dessus, des prélèvements par un organisme agréé en vue de déterminer la teneur en poussières et en SO₂ des effluents atmosphériques à la sortie de la cheminée équipant le four tunnel.

ARTICLE 3 :

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure dans le délai fixé, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues aux articles L. 514-1 et L. 514-2 du Code de l'Environnement. Notamment, le préfet pourra suspendre l'activité de l'établissement jusqu'à exécution des travaux prescrits à l'article 1^{er} du présent arrêté.

ARTICLE 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, la directrice départementale de la protection des populations, le maire de Bollène et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société VALABREGUE.

Avignon, le **12 FEV. 2010**

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,

Agnès PINAULT

La présente décision est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Nîmes conformément aux dispositions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir le jour où la présente autorisation a été notifiée.

ANNEXE 1

Article L514-6

I.- Les décisions prises en application des articles L. 512-1, L. 512-3, L. 512-7-3 à L. 512-7-5, L. 512-8, L. 512-12, L. 512-13, L. 512-20, L. 513-1 à L. 514-2, L. 514-4, L. 515-13 I et L. 516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction. Elles peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les dispositions du 2° du I ne sont pas applicables aux décisions concernant les autorisations d'exploitation de carrières pour lesquelles le délai de recours est fixé à six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet.

II. - Les dispositions du 2° du I ne sont pas applicables aux décisions concernant les enregistrements pour lesquelles le délai de recours est fixé à un an à compter de la publication de l'acte d'enregistrement, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation.

Elles ne sont pas non plus applicables aux décisions concernant les autorisations d'exploitation d'installations classées d'élevage, liées à l'élevage ou concourant à l'exécution de services publics locaux ou de services d'intérêt général pour lesquelles le délai de recours est fixé à un an à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet.

III. — Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV.- Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.